

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

Les discours changent et pourtant l'oppression du Tiers Monde demeure, voire se renforce. Le FMI reconnaît des erreurs, la Banque mondiale veut désormais lutter contre la pauvreté, mais le modèle économique imposé aux forçeps continue ses ravages parmi les plus faibles. Le manège est bien rodé pour faire croire que la logique change. Mais elle demeure impitoyable. Le décryptage permanent est essentiel pour comprendre ce qui se passe en coulisses, ce qui sous-tend l'action des plus puissants. Nous tentons d'y apporter notre modeste contribution. Pour porter un regard lucide sur notre monde, participer à la prise de conscience et se donner les moyens de le changer, en connaissance de cause.

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

CITATION

"Après le temps du développement planifié, il y a eu celui du développement néolibéral. A coup d'ajustements, on a pensé que la croissance et l'efficacité pouvaient être poursuivies indépendamment d'une redistribution des richesses. Par le biais, par exemple, des privatisations. Or, il y a des cas où elles se sont révélées catastrophiques. Une nouvelle phase s'ouvre : on reconnaît qu'une part d'intervention de l'État est nécessaire. (...) Désormais, comme nous, [le FMI] reconnaît qu'il est nécessaire d'augmenter certaines dépenses publiques comme la santé ou l'éducation. Il n'y a pas de recette unique pour le développement. (...) La situation est proprement catastrophique : en 2003, l'aide publique au développement n'a augmenté que de 6 milliards de dollars pour passer à 58 milliards. Or, la moitié de cette augmentation est affectée à l'allègement de la dette des pays pauvres et à couvrir les frais administratifs des organismes donateurs. Je suis démoralisé, il faut que ça bouge !"

FRANÇOIS BOURGUIGNON, ÉCONOMISTE EN CHEF DE LA BANQUE MONDIALE (LIBÉRATION, 20 AVRIL 2004)

PROCHAINE STATION : ESPERANZAH !

Du 30 juillet au 1er août, les vénérables murs de l'abbaye de Floreffe (sud de la Belgique) tremblent sous les assauts répétés de musiciens engagés dans la bataille pour l'annulation de la dette. Pour sa troisième édition, le festival Esperanzah a en effet choisi de soutenir l'action du CADTM. Quelques-uns des artistes les plus en vue en ce moment (Tryo, Lhasa, Susheela Raman, Massilia MC's, Zenzile, Les hurlements d'Leo, Sally Nyolo, Zédess, El Hadj N'Diaye, ...) monteront sur scène pour affirmer leur désir de voir le scandale de la dette cesser. Plus de 10 000 festivaliers sont attendus. Vous y serez ?

▼ FRANÇOIS MAUGER

AGENDA

1er juin, Grenoble (38) : à l'invitation d'un collectif incluant le CADTM, intervention de Claude Quémar sur *"Dette et esclavage : qui doit à qui ?"* (voir p.5).

5 juin, près de Forcalquier (04) : week-end de formation *"La dette au cœur du système économique mondial"*, organisé par le groupe CADTM d'Aix-en-Provence et Attac (voir p.6).

6 juin, Martigues (13) : intervention de Damien Millet à l'Odyssée des lecteurs.

6-10 juin : Forum des peuples à Kita (Mali) face au sommet du G8 à Sea Island (USA).

10 juin, Aix-en-Provence (13) : intervention du groupe CADTM lors de la réunion d'ATTAC *"Le dessous des mots"* sur la confrontation entre les discours et les actes dans les politiques d'aide au développement de la France et de l'Europe.

12 juin, 10h30 : CA à Paris.

12 juin, Aix-en-Provence (13) : à l'invitation d'Aide et Action, intervention du groupe CADTM sur *"Dette et éducation"*.

15 juin, Versailles (78) : intervention de Damien Millet au cinéma Le Roxanne.

25 juin, Nîmes (30) : intervention de Damien Millet au cinéma le Sémaphore.

26-27 juin, Liège : week-end CADTM de formation sur le développement.

2 juillet, Niort (79) : intervention de Claude Quémar lors de la rencontre internationale de la jeunesse.

3 juillet, près de Mauléon (64) : intervention de François Mauger au cours du festival Euskal Herria Zuzenean, à Mendy.

3 juillet, St Denis (93) : à l'invitation du Collectif Haïti, intervention de Claude Quémar sur la dette d'Haïti.

7-10 juillet, Angers (49) : université d'été du CRID sur les droits économiques, sociaux et culturels, avec interventions de Claude Quémar et Sylvie Bourinet.

RENAISSANCE EN RDC

Le CADTM France a participé du 21 au 23 avril 2004 à un séminaire international en RDC (Congo-Kinshasa) intitulé "Dettes extérieures de la RDC : dette légitime ou dette odieuse ?" et qui marque un tournant pour les mouvements sociaux congolais.

Les deux premiers jours ont accueilli les interventions des différents invités : des organisations étatiques (comme l'Office de Gestion de la Dette Extérieure Publique, l'Office des Biens Mal Acquis ou la Cour des Comptes), des organisations de RDC (comme le GRAPR, NAD, des syndicats, des ONG des droits de l'Homme, des Eglises, le Conseil National des ONG de développement) et des organisations étrangères (CADTM, CNCDD, Norwegian Church Aid, Econ Justice Network, AFRODAD, etc.).

Des moments forts ont marqué ces interventions et permettent de s'appuyer pour agir en RDC. Citons quelques intervenants.

Le président de la Cour des Comptes : "La RDC est un pays en cessation de paiement (...). De 1997 à 2000, nous avons fonctionné sans aucun budget de l'Etat, même s'il y avait un relevé des dépenses à faire. (...) On estime que 30% de la dette de la RDC est entrée dans la corruption. (...) Qui a empêché ? Les bailleurs de fonds et les bénéficiaires des crédits. Les bailleurs de fonds grâce aux surfacturations des projets et aux travaux qui n'étaient pas suivis de près par les pays. Quand [le barrage d']Inga a été construit, le Congo disposait de 2 ingénieurs sans expérience : le projet a été conçu par des bailleurs de fonds, financés par eux et dirigés par eux. La dette a profité beaucoup plus au pays qui a financé qu'à celui qui a bénéficié du crédit. (...) La dette est impayée depuis 1990 donc lorsqu'on nous parle de déposer dans un compte une partie des fonds qui devaient être attribués à la dette pour faire des dépenses "pro-pauvres" (exigence liée à l'initiative PPTTE), cela ressemble à de la fiction car la dette n'étant pas payée, ces fonds n'existaient pas, il faut maintenant les trouver. (...) En 1981, le budget du Congo était de 1 milliard de \$ dont 300 millions pour l'éducation ; en 1995, le budget du Congo était de 300 millions de \$. (...) Les IFI sont des agents de recouvrement de dette et non des agents de développement." Le représentant de l'OBMA a ajouté : "Les auteurs de biens mal acquis ne sont ni inconnus ni cachés, ils ont tous pignon sur rue." Un citoyen remarquait : "Une banque ne pourrait pas octroyer un crédit à un bandit notoire ou à un alcoolique - ni même à un joueur avéré - et ne pourrait pas non plus en réclamer le remboursement à ses enfants si le prêt n'était pas honoré. Aux Etats-Unis ou en Europe, un tribunal considérerait que la banque n'aurait jamais dû accorder ce prêt et la rendrait responsable de son erreur. La Banque Mondiale et le FMI ont prêté à Mobutu, sachant qu'il était un bandit et qu'il ne rembourserait pas, et ont simplement attendu jusqu'à ce qu'il meure pour en réclamer le paiement aux fils du Congo."



Le 3^e jour a été consacré aux propositions d'activités à mener pour une campagne contre la dette odieuse de RDC. Par exemple, spots de prévention, film documentaire, marches d'information pour donner des informations aux gens dans la rue, informer sur les conséquences des privatisations, lexique des "mots codés" des textes officiels, audit de la dette, systématiser les échanges d'informations, intervenir dans les "Eglises de réveil", publier les actes du séminaire et en faire une large diffusion, etc.

Quelques jours plus tard, deux conférences à l'université de Kinshasa, à l'invitation de NAD-CADTM RDC, ont fait le plein. Plus de 250 personnes pour débattre avec nous sur le thème "DSRP, PPTTE, Nepad : vers un recul des droits économiques, sociaux et culturels ?",

et encore 180 personnes le lendemain (un jour férié!) pour "FMI, Banque mondiale, OMC : un triple mécanisme pour une domination des peuples du Sud". Quand on connaît le coût et les extrêmes difficultés du transport à Kinshasa, il devient évident que l'intérêt des étudiants est réel. Des forces émergent aussi de ce côté-là. C'est une autre très bonne nouvelle pour les militants de RDC.

ISABELLE LIKOUKA ET DAMIEN MILLET

"Life and Debt" en France

Le film *Life and Debt*, portant sur la façon dont la Jamaïque subit la mondialisation néolibérale imposée de force par le FMI et l'OMC, le tout sur fond de reggae bien sûr, tourne actuellement en France :

- ✓ **Roubaix**, le Duplexe, 26 mai - 2 juin, débat avec François Mauger le 27
- ✓ **Versailles**, le Roxanne, 9-15 juin, débat avec Damien Millet le 15
- ✓ **Cambrai**, les Archers, 16-20 juin, soirée spéciale le 18
- ✓ **Nîmes**, le Sémaphore, 24-29 juin, débat avec Damien Millet le 25
- ✓ **Ile de Groix**, Festival du Film insulaire, le 27 aout
- ✓ **Bordeaux**, Utopia, 15-21 septembre, débat avec Eric Toussaint et Eric Berr le 17.

Si vous connaissez un cinéma militant d'accord pour le projeter, n'hésitez pas à contacter Eurozoom au 01-42-93-73-55. Prévenez-nous également, on peut y organiser un débat. Pour signer la pétition, voir www.cadtm.org ou le CD *Life and debt*. Pour en savoir plus : le petit livre *La Jamaïque dans l'état du FMI*, éd. l'Esprit frappeur / CADTM France, évidemment...

SÉDUCTION À LA BM

Le CADTM était présent aux réunions de la Banque mondiale (BM) des 19 et 20 avril. Le 19 : conférence de presse pour présenter le rapport annuel 2004 "Global Development Finance". Le 20 : vidéoconférence de James Wolfensohn, président de la BM, avec des ONGs à Paris et connexions avec le Maroc, la Serbie Monténégro, le Burundi et la Zambie.

L'objet de la conférence de presse fut la présentation du rapport annuel agrémenté de la satisfaction habituelle des institutions financières internationales qui se plaisent à montrer que tout va bien, que les PED progressent, mais pas tous, des risques subsistent, les pays riches sont égoïstes, la BM se bat, bien évidemment !!!, pour parvenir à réduire la pauvreté dans le monde...

La vidéo conférence du Président était clairement une offensive de charme envers les ONGs.

Les sujets abordés par Wolfensohn étaient centrés sur la nécessité pour la BM et les ONGs de travailler ensemble, en confiance, pour pouvoir avancer dans la lutte contre la pauvreté.

Il a incité les ONGs à "laisser la méfiance à la porte" et à se rapprocher de la BM. Il a même indiqué que la BM prépare des cours pour former les ONGs à la problématique de la faim dans le monde et du développement!!! Il a souligné le fait que la presse du Nord ne couvre pas convenablement les problèmes du Sud liés à la dette, la faim et le sous-développement.

J. Wolfensohn se présente comme un ardent défenseur du Sud face à l'aveuglement et l'égoïsme des gouvernements du Nord. Il s'est dit scandalisé du fait que des montants importants destinés à l'Irak (6 milliards de dollars en 2002 et 8 en 2003) ont été comptabilisés par les USA comme aide au développement. Également, il dit trouver scandaleux que des montants de remise de dette soient comptabilisés comme aide au développement par la France, la Belgique et d'autres pays.

Il demande qu'on lui fasse confiance, affirme qu'il fait pression sur les gouvernements du Nord, qu'il se battra pour aider le Sud etc., mais, in fine, ce sera long et difficile car les actionnaires sont les actionnaires.

Les questions posées par les ONGs participant à la vidéoconférence ont tourné autour de l'éducation, la santé, la formation des gouvernements du Sud à la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la promotion de l'agriculture communautaire dans les pays pauvres et la dette.

Dans les réponses qu'il a choisi de donner, Wolfensohn a insisté sur le fait que la BM se bat sur tous ces fronts, que son action ne le satisfait pas car les résultats sont inférieurs à ses souhaits, mais que, après tout, avant lui, rien ne se faisait... Qu'il doit se battre sans cesse contre l'imperméabilité des USA et l'égoïsme des pays riches...

Grande est la tentation de succomber au charme et au discours du personnage.

Mais peut-on raisonnablement accorder crédit aux propos de l'individu ? Evidemment non.

La Banque mondiale a systématiquement intégré les critiques des ONGs en adaptant son discours. Passant de la "croissance" au "développement intégré", puis au "développement durable" et ensuite à se déclarer à l'avant-garde du combat pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, pour finir en pointe de la

lutte contre la corruption...

Sommes-nous tout simplement face à des manœuvres d'instrumentalisation parce que les ONGs sont devenues incontournables ? La réponse est oui.

La réalité est que si leurs discours évoluent et s'adaptent aux contextes, la pratique, elle, est constante : elle découle de la pure rationalité bancaire, impliquant l'exploitation systématique des populations concernées et l'ouverture forcée des pays aux prédateurs du capital mondialisé.

Puisque la BM dit ce qu'elle ne fait pas et fait ce qu'elle ne dit pas, la question qui se pose pour notre association est de décider si nous devons continuer à jouer ce rôle de "faire-valoir" "poli" dans ces messes médiatiques ou les boycotter pour éviter l'instrumentalisation.

Ou bien encore, y participer, comme on va-t-en guerre, puisque oui, guerre il y a pour que la BM s'inféode à l'ONU et accorde sa pratique à son discours.

En bref, ce qu'il faut dans ce type de réunion ce ne sont pas des diplomates, mais plutôt des canonnières (sachant viser !).

▼ HIPOLITO BONACCI

Portez le tee-shirt CADTM

Véhiculez notre message au quotidien, avec un visuel signé Dom. Merci à Goéland Productions pour leur soutien. Tee-shirt toutes tailles, port compris : 12 euros. Contactez-nous !



CADTM

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

BRÈVE

✓ Conformément à ce que nous présentions dans notre précédent bulletin, la tradition a encore été respectée au FMI : l'Espagnol **Rodrigo Rato** est devenu le nouveau directeur général. Et conformément à ce que nous redoutions, aucun débat public sur la mission du FMI n'a eu lieu. Un nom circule déjà pour prendre la direction de la Banque mondiale au début 2005. Un ressortissant des Etats-Unis, toujours cette tradition, mais un connu : il s'agirait de... Colin Powell !

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : juin 2004

Dessin : DOM Photo : CADTM

Précédents bulletins : www.cadtm.org

PSTE : AFFAIRE CLASSÉE...

L'initiative PSTE d'allégement de la dette des pays pauvres connaît en ce printemps 2004 un coup d'accélérateur. Pour ne pas se laisser bernier par les effets d'annonce qui tendent à laisser croire que le problème de la dette est en voie de règlement, un bilan argumenté s'impose.

En 1996 à Lyon, puis en 1999 à Cologne, 42 pays pauvres et très endettés (PSTE) ont été sélectionnés par le G7 dans le but affiché de bénéficier d'un allègement de leur dette. On nous annonçait que les voix qui s'élevaient lors du Jubilé avaient été entendues.

A l'origine, cette initiative devait s'achever à la fin 2004. A quelques mois de cette date qui aurait dû théoriquement marquer un nouveau départ pour le Sud, le bilan est clair : c'est un fiasco.

Passons sur le petit nombre de pays sélectionnés : 42 sur 165 pays en "développement" (PED), souvent de taille modeste, regroupant seulement 11% de la population du Sud et dont la dette est d'environ 200 milliards de dollars (sur un total de 2400 pour tous les PED). Et seuls 27 sur 42 sont aujourd'hui concernés.

Passons sur les conditionnalités draconiennes pour pouvoir en bénéficier : les pays doivent suivre entre 4 et 6 ans d'ajustement structurel soutenu, de celui qui broie les petits producteurs locaux au profit des multinationales, qui privatise tout ce qui peut l'être, qui exclut les populations les plus fragiles des activités économiques de base. De surcroît, le pouvoir du FMI et de la Banque mondiale sur les PSTE s'en trouve considérablement renforcé.

Passons sur le fait que les 90% d'annulation de la dette proclamés ne portent en fait que sur une partie de la dette, celle dite "bilatérale et commerciale d'avant la date butoir", ce qui fait déjà beaucoup moins !

Passons sur le lancement chaotique de l'initiative, où les pays parvenaient au point d'achèvement (où de menus allègements sont attribués) au compte-gouttes: seuls 10 pays (Ouganda, Bolivie, Mozambique, Tanzanie, Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Bénin, Guyana, Nicaragua) en février 2004, près de huit ans après le lancement de l'initiative !

Passons sur le fait que les prévisions pour les années à venir soient celles du FMI qui a la fâcheuse habitude de cultiver l'optimisme excessif et qui vient d'être obligé de reconnaître que certains pays ayant rempli toutes les conditions n'auront même pas un allègement suffisant si un effort supplémentaire n'est pas entrepris.

Mais arrêtons-nous sur la notion de soutenabilité qui, à elle seule, permet de comprendre la finalité de cette initiative : le G7 a décidé d'un critère - compliqué, naturellement - permettant de décider qu'au-delà d'un certain seuil, une dette est insoutenable. Quand un PSTE atteint le point d'achèvement, on n'annule pas sa dette, on annule juste ce qui est au-delà du seuil ! Donc le but n'est pas de soulager un pays, mais de le faire payer au maximum de ce qu'il peut assurer comme remboursements. Le but est juste d'arrêter les à-coups et les difficultés provisoires de remboursement, de donner aux créanciers des garanties qu'ils seront bien remboursés. C'est tout. Le fait que trois pays aient atteint le point d'achèvement en avril 2004

(Niger, Sénégal, Ethiopie) ne doit pas faire illusion : l'initiative PSTE est une initiative de créanciers pour régler les problèmes des créanciers. Le sommet du G8 des Ministres des Finances a décidé en mai 2004 de la prolonger au-delà de 2004 et de redéfinir la soutenabilité, preuve que cette initiative pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Ne laissons pas les déclarations généreuses masquer le renforcement de la colonisation économique que cherche à dissimuler en fait l'initiative PSTE. Notre combat reste entier et central. Car le Sud est toujours opprimé, et l'initiative PSTE y participe !

ISABELLE LIKOUKA ET DAMIEN MILLET

La Finance contre les Peuples

Savez-vous comment et pourquoi les pays endettés ont été amenés à rembourser à leurs créanciers l'équivalent de plus de 45 Plans Marshall au cours des vingt dernières années ?

Savez-vous que les fonds déposés par les riches des pays en développement dans les banques du Nord représentent le double de la dette de ces pays envers ces mêmes banques ?

Savez-vous que l'Etat de Californie a subi 38 "états d'urgence énergétique" (coupures généralisées d'électricité) pendant le premier semestre 2001 suite aux agissements délictueux de la multinationale Enron qui ont accompagné la privatisation de l'énergie ?

Savez-vous... Mais lisez plutôt *La Finance contre les Peuples*, le nouveau livre d'Eric Toussaint. Il passe au crible de la critique la logique de la mondialisation néolibérale et ses funestes effets pour les peuples du Sud et du Nord, dans un langage clair et accessible à tous. Un livre qui allie l'analyse rigoureuse à la mise en avant des résistances et des propositions alternatives face à l'offensive du capitalisme globalisé. A partir du livre *La Bourse ou la Vie*, le texte a été entièrement revu, actualisé et augmenté. La première édition (1998) comportait 396 pages ; la présente en compte 640.

Offre promotionnelle : au lieu de 25 euros, le livre à 20 euros, port compris. Faites-vous plaisir avant l'été ! Contactez-nous !

LIRE

✓ **Altermondialiste, moi ?**, brochure réalisée par Ritimo, Artisans du monde et le CRID. 5 euros. Pour "*comprendre l'état de la planète*", "*faire entendre d'autres voix*", présenter les différents mouvements qui "*nous rappellent que l'on peut penser, agir et vivre autrement*", et aussi pour montrer que "*pour que ça change, il va falloir mettre la main à la pâte*". Santé, faim, guerre, migrations, écologie, dette, OMC, multinationales, alternatives diverses, les sujets abordés sont nombreux, les contacts et les sites internet correspondants sont très utiles. Le CADTM France est présent dans la partie dette, pour laquelle nous avons fourni des chiffres et des citations. Un très bon outil de sensibilisation, notamment à l'intention des jeunes qui étaient dans la rue en avril 2002. Mais pour les autres aussi !

Contact : Sandrine Chastang, 01 44 64 74 14, s.chastang@ritimo.org

EN DIRECT DES GROUPES LOCAUX

Nîmes

Comment militent les peuples dans les pays opprimés par la dette ? Comment vivent et travaillent les peuples dans les pays très endettés ? Notre séjour au Burkina Faso et au Niger a apporté des éléments de réponses à ces questions.

Dès notre descente d'avion à Ouagadougou, 'Bouba', le trésorier d'ATTAC-CADTM Burkina, était là pour nous accueillir. Dès les jours suivants, nous avons rencontré Pierre Nakoulima, président d'ATTAC-CADTM Burkina, avec Senghor, un autre adhérent. Nous avons remis des livres que nous avons apportés pour les militants de notre réseau au Burkina.

Nous avons eu l'occasion de visiter une coopérative de femmes artisanes qui travaillaient dans un atelier de teinture, nous avons pu discuter un peu avec elles et voir leurs conditions de travail qui sont dignes.

Nous avons été invités à partager un repas chez notre ami Issouf, artisan peintre en bâtiment. Il a construit sa maison dans un lotissement neuf avec des crédits sociaux. Un rectangle, d'environ vingt-cinq mètres carrés, deux pièces sans eau ni électricité. Issouf n'est pas le plus malheureux : il construit sa maison et il a un vélo. Ses deux enfants vont à l'école qui coûte 350FF par an et par enfant pour les fournitures. C'est-à-dire un mois de revenu moyen par enfant.

Ensuite nous nous sommes rendus en bus à Niamey (Niger), où nous avons été accueillis chaleureusement par les militants syndicalistes et du RNDD (Réseau National Dette et Développement).

Nous avons participé à une conférence sur le poids de la dette du Niger, en présence de quatre journalistes et d'une trentaine de personnes.

Tous les soirs nous étions invités à manger chez l'un ou l'autre des militants. Tous nos hôtes, ou presque, sont polygames avec une large famille sous le même toit. Les femmes ne mangent pas avec les hommes (exception faite des femmes étrangères). Un vrai échange de culture. Pas un clash, ça s'est passé dans l'étonnement, la douceur et l'ouverture d'esprit des deux côtés.

Puis nous sommes allés à Agadez où nous avons rencontré Djibrilla, coordonnateur syndical local. Ce fonctionnaire de l'éducation nationale est un authentique Touareg, qui a organisé une rencontre avec la Centrale syndicale d'Agadez.

Nous avons pu également visiter le dispensaire 'Prince Albert de Monaco' et l'hôpital d'Agadez, et apprécier les difficultés de leurs conditions de travail. Le hasard a fait que des ophtalmologistes français étaient en mission de 3 semaines avec l'organisation 'Assistance Française'. Pour cette mission, ils disposent d'un 4x4 équipé en bloc opératoire. Mais pour le reste de l'année, ce bloc n'est pas utilisé... A l'hôpital, nous avons constaté le courage et l'abnégation du personnel qui essaie de soigner une population dans des conditions difficiles. Quand quelqu'un est hospitalisé, des membres de la famille viennent dans l'hôpital pour être à ses côtés, ce qui le transforme en grand terrain de camping sauvage avec tous les dangers sanitaires que cela suppose.

De retour à Niamey, nous avons visité une école primaire, seize classes, aucun budget, pas d'électricité, pas de téléphone, un robinet d'eau pour plus de trois cents enfants et un besoin absolu d'un tuyau d'arrosage pour pouvoir occuper les élèves à un peu de jardinage. Puis un CES-lycée avec une insuffisance chronique de moyens. Les nouvelles bâtisses en dur sont inachevées depuis 10 ans. L'éducation nationale n'a pas pu régler la tranche des travaux effectués donc l'entreprise de construction a arrêté le chantier. De ce fait, trente neuf des soixante deux salles de classes sont des constructions provisoires en paille qu'il faut reconstruire à chaque rentrée car quand les pluies arrivent (en mai), programme scolaire terminé ou pas, les cours deviennent impossibles (inondation du terrain, destruction des classes). Malgré ces conditions difficiles les jeunes garçons et jeunes filles musulmans flirtent comme partout ailleurs.

Nous avons participé également à une assemblée générale de la centrale syndicale C.D.T.N. et à une émission sur la dette à Radio Alternative.

Corinne et Yvette ont pu rencontrer des femmes militantes nigériennes à plusieurs reprises. Elles ont été bouleversées par la vie de ces femmes qui ont réussi à leur parler franchement et sans tabou. Elles ont pu parler syndicalisme, religion, polygamie, sida, éducation, vie militante et vie de femme au foyer et tant d'autres sujets. Le rôle de la femme est central tant dans l'éducation des enfants que dans la recherche de moyens de survivre et leur combat doit nous servir d'exemple. Elles ont foi dans le Réseau National Dette et Développement, elles se forment pour envahir les structures et les partis politiques afin d'être reconnues en tant que femmes, mères, militantes et méritent toute notre admiration.

Pour terminer sur les impressions de Niamey, il faut attirer l'attention sur les conditions dramatiques dans lesquelles vivent les étudiants de l'université. Nous n'étions nullement préparés pour ce que nous avons constaté de nos propres yeux sur place.

Quelques jours après notre retour, le Club de Paris allégeait une partie de la dette du Niger (voir p.4). Notre efficacité est donc enfin largement reconnue !

YVETTE ET MIKE KROLIKOWSKI, CORINNE ET JACQUES DELMAS

Grenoble

Au cours du printemps, nous avons développé le travail en commun avec des associations proches, et le mois de juin marquera cette collaboration. Nous avons décidé de regrouper nos initiatives autour de la thématique suivante *"Et alors au Sud ? La dette écrase toujours les peuples ?"* :

- le 1er juin, en liaison avec le collectif "Traite négrière et esclavage", conférence de Claude Quémar sur le thème "Dette et esclavage : Qui doit à qui ?" ;
- le 11 juin, en lien avec la Plateforme Dette et développement, conférence de Jean Merckaert sur le thème "Se mobiliser au Sud comme au Nord, pour faire annuler la dette : un enjeu pour la démocratie" ;
- le 15 juin, en lien avec Afric'impact : "La dette, ça suffit", jeu de simulation "Sénégal, dette et Habana" ;
- le 16 juin, le CADTM organise, avec Survie, ATTAC,

CIIP et Afric'impact, une conférence avec Guillaume Olivier, auteur de "L'aide publique au développement, un outil à réinventer".

Aix-en-Provence

Le groupe d'Aix-en-Provence organise une formation intitulée "La dette au cœur du système économique mondial", les 5 et 6 juin 2004, au Centre de vacances Biabaux, près de Forcalquier (04), dans le parc naturel du Luberon.

Cette formation sera assurée par Éric Toussaint (CADTM Belgique), Damien Millet (CADTM France), Renaud Gallimard (ATTAC Marseille) et par le groupe dette ATTAC Pays d'Aix/CADTM.

La problématique de la dette est au centre du système économique dominant, mais ce processus d'exploitation et de subordination des populations les plus pauvres par les puissances financières internationales et les Etats du G8 est mal connu des citoyens.

Cette formation veut permettre de maîtriser la problématique de la dette, le décryptage des politiques des pays du Nord à travers les institutions financières internationales et le G8, au-delà des effets d'annonce, et d'effectuer le lien entre les politiques menées au Sud avec celles menées au Nord.

Programme prévisionnel :

Samedi

✓ 9h30 : Accueil, tour de table et exposé-débat "Comment la dette est-elle devenue une spirale infernale ? Rôle du FMI, de la BM et du Club de Paris."

✓ 14h : Jeu de rôle en petits groupes et débat sur "Pourquoi faut-il annuler la dette ?". Synthèse : "La solution proposée par le G7 : L'initiative PPTE."

✓ 16h : Exposé suivi d'un débat : "Comment peut-on parvenir à l'annulation de la dette ? Campagnes internationales, actions juridiques, audit de la dette, forums sociaux, pétitions, lobbying, etc."

✓ 18h : Travail en groupes sur le thème "On annule la dette et après ? Quels financements alternatifs pour le développement des PED ?"

✓ 21h : Sketches par deux comédiennes ayant participé à la pièce de théâtre "Procès de la dette".

Dimanche

✓ 9h : exposé-débat "Des paroles aux actes : analyse du double discours vis-à-vis de l'aide publique au développement dans la politique de la France et de l'Union européenne".

✓ 10h30 : Confrontations des expériences et recherches des modes d'actions pédagogiques. Réflexion sur le travail en réseau sur la dette.

✓ 14h : Thème "Annuler la dette en vue de quel développement ?". Conclusion.

✓ RAYMONDE LAGUNE (rlagune@club-internet.fr)

Bordeaux

Le deuxième forum social local de la Gironde, qui s'est déroulé du 8 au 16 mai, a été l'occasion de promouvoir les activités du CADTM dans la région bordelaise. Nous y avons animé un débat consacré au développement soutenable dans lequel nous avons pu expliquer que la soutenabilité devait être à la fois sociale (d'où une remise en cause des politiques dictées par le FMI et la Banque mondiale), financière (ce qui suppose l'annulation de la dette extérieure des pays en développement) et écologique (ce qui se traduit par une remise en cause de notre mode de vie).

Nous avons pu à cette occasion annoncer la naissance du groupe local bordelais du CADTM. Notre première réunion, qui s'est tenue le 18 mai en présence d'une dizaine de personnes, a permis de faire émerger deux souhaits principaux : (i) se former sur la question de la dette afin d'avoir des arguments à opposer aux promoteurs du libéralisme et (ii) divulguer cette information auprès d'un public plus large, en ciblant notamment les plus jeunes (lycéens, étudiants...). Nous avons également reçu le soutien d'ATTAC 33 avec qui des actions communes sont à envisager. Il a donc été convenu d'axer notre prochaine réunion sur la formation des militants. Le prochain rendez-vous est fixé au mardi 15 juin à 19h au local d'ATTAC à Bordeaux. Nous y parlerons du FMI et de la Banque mondiale (de leur rôle dans la gestion de la dette) et dresserons un bilan de l'évolution de la dette des pays en développement et de ses conséquences. Vous êtes cordialement invités à venir nous rejoindre.

✓ ERIC BERR (berr@u-bordeaux4.fr)

COMPTONS SUR LES DOIGTS...

✓ La fortune des 36 milliardaires (en dollars) de **Russie** équivaut à 24% du PIB du pays, selon le magazine américain Forbes. Le capitalisme effréné a généré des inégalités extrêmes. Même aux USA, la situation est moins marquée : les 277 milliardaires ont une fortune équivalente à 6% du PIB. N'oublions pas que ces inégalités sont la raison d'être du modèle économique actuel, construit autour de la dette et des institutions financières internationales chargées de le perpétuer.

✓ Selon l'universitaire états-unien Jeffrey Winters, 100 milliards de dollars prêtés par la Banque mondiale depuis sa création en 1946 ont été détournés et perdus du fait de la **corruption**. Si l'on prend en compte les autres banques de développement, le chiffre serait de 200 milliards. La Banque a démenti mais la crise de légitimité qu'elle traverse, elle, ne se dément pas !

Bulletin électronique du CADTM

Inscrivez-vous! www.cadtm.org/bulletin.fr.html



Rejoignez-nous !

B13

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

[] Adhère au CADTM France : [] 10 euros [] 6 euros (petits revenus)

[] M'abonne aux publications du CADTM : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**